

Chers compatriotes.

Les pressions que subissent les êtres humains reflètent grandement leurs travers psychologiques, c'est-à-dire que nous devons résister à des forces nuisibles que nous avons nous-mêmes créées par nos instincts grégaires, narcissiques et belliqueux. En particulier, il est peu de dire que la rivalité, le conflit, la violence et la guerre ont caractérisé notre parcours terrestre et qu'aujourd'hui nous vivons dans un monde ultra-militarisé capable de s'autodétruire alors même que nous nous gargarisons de paroles pacifiques. De la massue à l'atome, de la roue à l'automobile, de l'écriture à l'informatique, toutes les découvertes humaines ont été pensées, détournées ou adaptées pour améliorer nos capacités d'attaque et de défense. Et puisque l'armement a toujours été une course folle non seulement à l'innovation mais aussi à la quantité, les procédés de production ont eux aussi été optimisés pour viser le rendement à tout prix. La pression militaro-industrielle s'est ainsi constituée et oriente l'évolution des sociétés.

J'ai déjà eu l'occasion de rappeler, notamment dans la clef sur le principe masculin, comment l'Être humain a émergé par sa capacité à imaginer des outils et des stratégies pour tuer. La puissance conférée par les armes lui est véritablement montée au cerveau et la volonté de puissance a forgé les nations. Le modèle guerrier s'est propagé jusque dans les méthodes de production, toujours plus rapides, automatisées, déshumanisées, jusqu'à devenir industrielles durant les derniers siècles. Les nations qui ont dominé et dominent le monde moderne sont celles qui ont basé leur économie sur le modèle du complexe militaro-industriel. Royaume-Uni, France, Allemagne au 19<sup>ème</sup> siècle, puis Japon, USA, Russie au 20<sup>ème</sup> siècle et maintenant Chine, ont stimulé leur développement par la recherche militaire et la production d'armes en masse. Bien sûr, ce modèle suppose d'avoir des ennemis pour justifier les investissements, les efforts de productivité puis, si j'ose dire, pour écouler les stocks. Il faut provoquer des tensions, souffler sur les braises, accuser l'autre. Il faut aussi et surtout avoir un

discours d'exaltation de la nation, entretenir la flamme de la grandeur et l'esprit de revanche. De cette façon se sont construits les conflits les plus sanglants et les plus absurdes de l'humanité, en particulier les deux guerres mondiales. Face à cette mécanique infernale, la coopération est souhaitable, souhaitée en apparence, mais elle peine à se réaliser.

Ainsi, après s'être quasiment suicidées au cours des deux derniers siècles, les nations européennes s'efforcent aujourd'hui de coopérer au sein de l'Union Européenne. Mais la logique nationale reste bien présente et la perspective d'une union réellement politique, donc militaire et industrielle, reste bien lointaine. Au niveau mondial, l'ONU joue un rôle modérateur mais surtout pour éviter des conflits majeurs entre les grands complexes militaro-industriels. Car ces derniers ont compris que la guerre, c'est bien, mais pas chez eux ! On va donc faire la guerre loin, à l'étranger, et de façon exceptionnelle, principalement pour sécuriser des sources de matières premières stratégiques comme le pétrole ou l'uranium au prétexte de lutter contre la dictature ou le terrorisme. Et surtout, on vend des armes à de petits pays pour qu'ils puissent entretenir des conflits oubliés par les médias en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie. La France est bien placée pour savoir que le commerce des armes pèse encore très lourd dans la balance économique, d'autant plus que le principe guerrier guide l'ensemble de la chaîne socioéconomique. La guerre économique fait rage, les procédés industriels continuent de faire des dégâts sociaux et environnementaux catastrophiques partout sur la planète. Comment donc limiter tous ces conflits engendrés par la pression militaro-industrielle ?

La diplomatie bien sûr ! Mais laquelle ? Celle qui prône la paix tout en étant obnubilée par la vente d'armes ? Celle qui vante l'indépendance tout en se couchant devant le grand allié américain ? Celle qui prêche la démocratie tout en collaborant étroitement avec des régimes dictatoriaux ? Non, la France n'a plus les moyens géopolitiques de son double langage. Le monde a changé, la France a changé. Et si nous voulons retrouver une crédibilité internationale, nous devons arrêter de nous payer de mots, sortir des schémas obsolètes fondés sur notre grandeur passée, nous devons rénover

nos objectifs diplomatiques. Il serait bien sûr absurde et dangereux de rompre nos alliances naturelles avec le monde européen et le monde anglo-saxon même si, l'une étant devenue trop proche et l'autre trop lointaine, ces alliances n'expriment plus qu'un doux ronron agréable et nécessitent d'être un peu plus méfiants, comme on l'a encore vu récemment avec la rupture du contrat de vente de sous-marins à l'Australie. Il s'agit de se projeter avec beaucoup plus de lucidité dans l'avenir et de renforcer notre entente avec nos voisins régionaux méditerranéens, africains et eurasiens. Les questions économiques, culturelles, migratoires, climatiques, qui sont devant nous, imposent une coopération sincère, égalitaire, intelligente avec eux, bien loin du ressentiment colonial et de la peur identitaire, ces vieilles rengaines qui assurent justement la prospérité du lobby militaro-industriel !

Je propose un Partenariat Privilégié France-Turquie. Pourquoi la Turquie ? Parce que cela a beaucoup de sens et que la diplomatie est utile quand elle sort des sentiers battus et des idées reçues ! La Turquie n'est ni trop loin ni trop proche, elle est de taille comparable à la France. Les deux pays ont une grande proximité historique. Comme la France est le pays conquis violemment par les Francs, la Turquie est le pays conquis violemment par les Turcs, d'où une propension commune à une forme de centralisme administratif autoritaire. Les deux pays ont rayonné sur de vastes empires coloniaux et ont eu à gérer dans la période moderne une perte de puissance majeure. La France et la Turquie, liées par l'Europe et la Méditerranée, sont des alliés de très longue date à travers le traité franco-ottoman de 1536. Malgré quelques périodes de tension, les échanges politiques ont longtemps été fructueux, la culture française a beaucoup inspiré la Turquie au cours du 20<sup>ème</sup> siècle et l'immigration turque en France brille par son travail rigoureux. L'axe franco-turc peut être majeur, voire indispensable, dans le dialogue civilisationnel entre le monde issu du christianisme et celui issu de l'islam, c'est un axe sain, non marqué par les affects liés à la colonisation. Il est stupide et dommageable que l'ignorance et les postures nationalistes dominent aujourd'hui les rapports entre la France et la Turquie. Les deux pays ont besoin de retrouver leur entente passée, dans leur intérêt propre, économique et culturel, mais aussi pour le bien

de l'Europe, de la Méditerranée, de l'Eurasie et de l'Afrique. Le Partenariat Privilégié France-Turquie est une voie diplomatique et géopolitique claire, porteuse de lumière et de paix pour le monde.

Voilà, la clef politique n°18, c'est la pression militaro-industrielle, celle qui nous maintient dans une compétition internationale insensée. Certes, l'esprit de coopération alimente de beaux discours mais il pèse peu face à la production et au commerce des armes et face à la guerre économique qui en dérive. Il faut néanmoins faire tout notre possible pour limiter les conflits, amener l'humanité à se pacifier, à se respecter dans sa diversité, à sauvegarder l'environnement. Pour cela, notre diplomatie doit se rénover, redonner des couleurs et de la solidité à de vieilles amitiés par-delà les frontières culturelles et civilisationnelles. Ne restons pas prisonniers des schémas réducteurs, ouvrons les yeux sur l'avenir !

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 21 décembre prochain pour la clef n°19. Je vous dis donc : à bientôt !